

lesoir.be

LE SOIR

ROLAND-GARROS
Nadal, l'imbattable
P. 21



Trump, désordre mondial

Annoncé comme un succès, le G7 a été ruiné d'un seul tweet par Donald Trump, pressé de se consacrer à sa rencontre de mardi avec le leader nord-coréen Kim Jong-un.
P. 12 & 13



6 PAGES SPÉCIALES

ENQUÊTE
La Fifa, une organisation toujours aussi opaque
P. 18 & 19



MATCH AMICAL
Le Costa Rica, sosie du Panama
P. 15 à 17

REPORTAGE
Pour les Russes, le Mondial a un goût amer
P. 20



LE SOIR
Retrouvez les statistiques folles des Diables ainsi que nos archives de leurs Coupes du monde depuis 1930.

Comment les radicalisés recrutent en prison

En Belgique, Daesh recrute désormais des individus en situation de faiblesse et susceptibles d'adhérer rapidement à son idéologie, selon notre enquête.

On a changé de paradigme dans le mode de recrutement des djihadistes», analyse un ex-gardien de prison interrogé par *Le Soir*. Car Daesh, on a pu le constater ces derniers mois, ne mise plus vraiment sur des attaques complexes et organisées dont l'exécution nécessite des compétences techniques. L'organisation terro-

riste ne recrute donc plus des cerveaux mais des personnalités «borderline», en situation de faiblesse (sociale, émotionnelle ou intellectuelle), en marge de la société et susceptibles d'adhérer rapidement à son idéologie polarisante teintée de religiosité. «Ce sont des désespérés qui n'ont rien à perdre et qui sont un peu plus fragiles», confirme la visiteuse

de prison Claire Capron qui, en 25 ans, a croisé des centaines de détenus. «Ils me disent souvent : on n'a rien à faire de nos journées à part "glander" dans nos cellules à deux ou trois».

«À ces individus moins forts, moins instruits pour certains, on va donc proposer d'exister mais aussi de meubler leur temps», poursuit l'ex-gardien. «C'est un

public qui est quelque part préformé, puisque déjà extrême par rapport à la société. Il n'y a plus qu'à en rajouter une couche... Cette islamisation de la violence lui permet d'exister.»

L'étiquette de radicalisé, nous apprend encore l'ex-gardien, peut d'ailleurs s'avérer contreproductive. En considérant injustement comme radicalisé un

musulman qui ne fait que pratiquer sa religion avec ferveur, on le stigmatise et on facilite sa radicalisation. A contrario, en sous-estimant la volonté de certains détenus de magnifier leur violence en la teintant de religion, on passe à côté d'une réalité. ■

► P. 2 & 3 **NOTRE ENQUÊTE**

Refédéraliser des compétences n'est plus un tabou

Quand on réalise qu'une idiotie a été faite, on doit pouvoir la réparer.» La ministre de la Santé, Maggie De Block (VLD), plaide pour une organisation plus efficace du secteur de la santé en Belgique, aujourd'hui partagé entre huit ministres, avec davantage de cohérence dans les «paquets de

compétences». Quelques jours plus tôt, c'était le ministre de la Mobilité, François Bellot (MR), qui dénonçait le «merdier institutionnel» qui paralyse ses dossiers.

Selon Dave Sinardet, professeur de sciences politiques (VUB et Saint-Louis), l'idée d'une refédéralisation, jugée taboue il y a quelques années, est désormais en-

trée dans le débat public. Mais, pointe le politologue, «le fossé entre les partis néerlandophones est plus grand que jamais sur ce sujet». Les réactions à la proposition de Maggie De Block le prouvent : pour le ministre-président flamand Geert Bourgeois (N-VA), en faveur de davantage de pouvoir aux entités fédérées, «De Block pose le bon

diagnostic mais ne propose pas le bon remède».

Sur le terrain, le vice-président de l'Absym (syndicats médicaux), Jacques de Toef, a estimé que Maggie De Block était courageuse de «soulever ce lièvre». ■

► P. 7 **NOTRE ANALYSE**

L'ÉDITO

Christophe Berti
RÉDACTEUR EN CHEF



TRUMP : QUELLE RÉPONSE DE L'EUROPE ?

Evidemment, il y a la forme. Ou les formes. Celles d'un cow-boy plutôt que d'un gentleman ou d'un dirigeant mondial censé maîtriser et respecter les finesses de la diplomatie. Donald Trump a «tué» le G7, ce

week-end. Un G7 où il était arrivé le dernier, dont il est parti le premier, où il a montré, entre-temps, toutes les facettes de sa méthode. Il préfère le rapport de force au dialogue, les postures aux négociations et les muscles aux nuances.

On ne se souvient pas d'un tel sommet qui se termine par un tweet où l'un des participants - et pas des moindres - annonce son retrait du communiqué final tout en insultant l'hôte de la réunion, le Premier ministre canadien, qualifié de «malhonnête et faible». Le tout alors qu'il a «planté» ses partenaires pour aller préparer sa rencontre avec le dictateur nord-coréen. Rien que ça. Heureusement que les six autres pays du G7 sont

les alliés historiques des Etats-Unis, sinon, on se demande quel traitement ils auraient reçu...

Mais au-delà de la forme et de ces comportements, impolis et arrogants, qui font aussi sans doute partie de la stratégie du président américain (sortir des conventions traditionnelles, bousculer les élites, etc.), il y a surtout le fond.

Donald Trump regarde de plus en plus vers la Chine et la Russie

Et ce fond, il ne peut plus surprendre personne. Trump défend ce pour quoi il a été élu : «America First», la remise en cause d'un monde multilatéral, le rapport de force permanent, le

rapport direct plutôt que les accords globaux, etc. Le pragmatisme et les intérêts américains d'abord. Il est de plus en plus évident que Trump regarde d'abord et surtout vers la Chine, son principal rival économique, et vers la Russie, dont l'arsenal militaire impressionnant la place au centre de la carte géopolitique mondiale. Sans état d'âme. En mettant le cynisme devant la défense des valeurs démocratiques.

Donald Trump rêve-t-il d'un G3 plutôt que du G7 actuel ? C'est peut-être aller un peu loin, mais en tout cas, le président américain change incontestablement les grands équilibres en place depuis des décennies. On peut le regretter, l'analyser

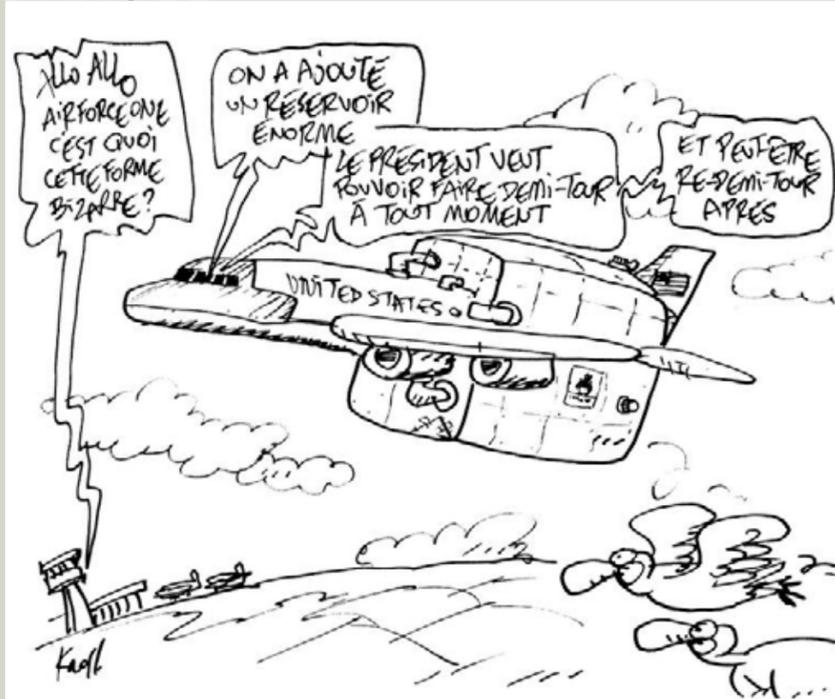
et s'appesantir sur les frasques du président US, mais la vraie question, c'est la réponse de l'Europe face à cette situation. Tout montre que l'Europe doit plus que jamais être unie pour exister et peser dans le concert international. Et que voit Trump, avec sa grille de lecture ? Un Royaume-Uni englué dans la gestion du Brexit, une Italie représentée par un néophyte non élu au service de deux populistes qui regardent vers la Russie et un couple franco-allemand dont on attend une initiative forte, pour relancer la machine européenne. L'important, à nos yeux, est là : pas dans la critique de Trump, mais dans la construction d'une réponse.



RÉGIONS	9	MOTS CROISÉS	11	PETITES ANNONCES	24
BON À DÉCOUPER	11	SUDOKU	11	TÉLÉVISION	27
LOTÉRIE	11	MÉTÉO	11	PETITE GAZETTE	28

La Rouge Pie de l'Est.
P. 10

LE KROLL



- L'attentat de Liège a mis en lumière l'inquiétant phénomène de la radicalisation à l'ombre.
- Problème inextricable ?
- Des acteurs de première ligne décrivent les mécanismes de l'embrigadement, vus de l'intérieur.
- Et esquissent des solutions.

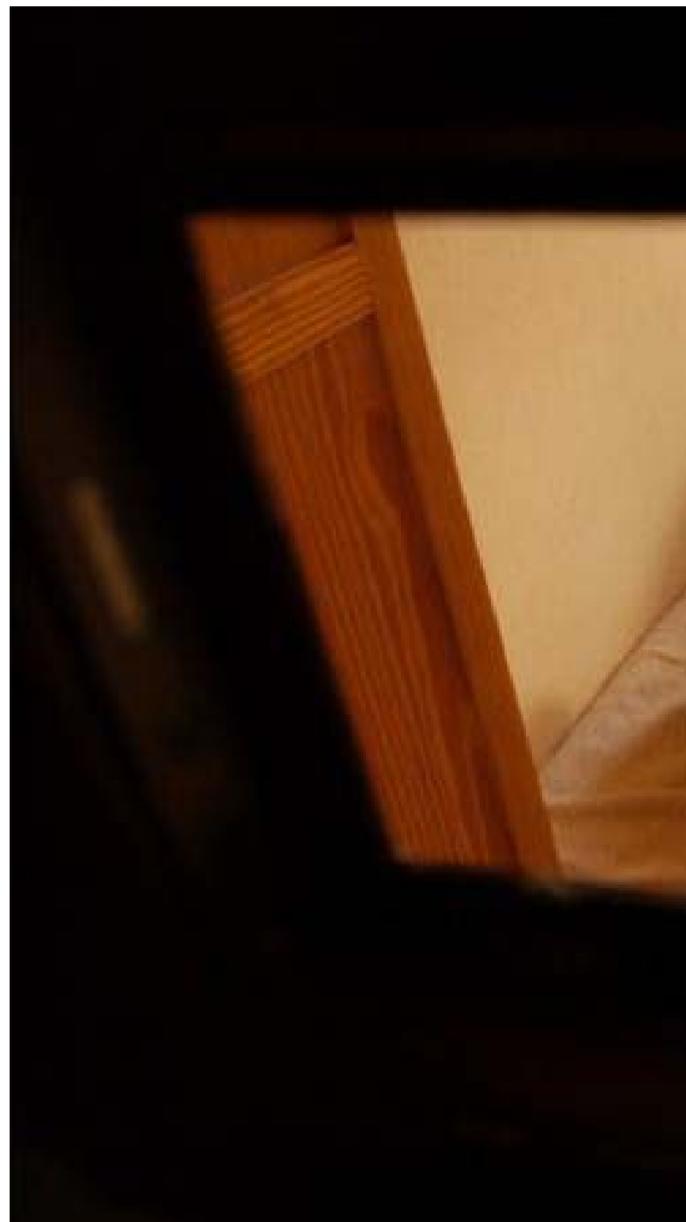
Benjamin Herman, l'auteur des attaques du 29 mai qui ont coûté la vie à quatre personnes, s'est radicalisé ces dernières années au contact de plusieurs islamistes dans différents établissements pénitentiaires. Sans que personne, ou presque, ne décèle les prémices de son basculement et le risque que sa libération représentait pour la société.

Des contacts multipliés avec des détenus radicalisés, c'est pourtant ce que mentionnait un rapport alarmiste dressé par le personnel de la prison de Marche-en-Famenne la veille de sa sortie. C'est aussi ce qu'on pouvait lire entre les lignes de deux précédents rapports dans lesquels le nom du Rochefortois figurait. Pas à titre principal, c'est vrai. Mais noir sur blanc tout de même.

La radicalisation de l'auteur du quadruple assassinat – deux policières, un étudiant et un compagnon de cellule – est également confirmée par les témoignages de plusieurs codétenus. Même si son basculement (soudain ou progressif) dans la violence extrême avait aussi échappé à la plupart de ses compagnons de détention.

Il y a quelques jours, au micro de Bel RTL, l'un d'eux expliquait que le délinquant multirécidiviste s'était radicalisé discrètement, « dans l'intimité de sa cellule ». Il décrit un homme « calme », un « détenu banal » qui « parlait peu ». « On ne savait pas qu'il était radicalisé à l'extrême. Ce n'est pas comme s'ils étaient à dix à le crier haut et fort. Ce n'est pas comme ça que ça se passe. »

Comment ça se passe alors ? À l'heure où le ministre de la Justice annonce la création d'un centre d'observation psychiatrique pour les détenus, la question est évidemment cruciale. Qui sont les détenus les plus « à risque », comment sont-ils approchés par les recruteurs et, surtout, pourquoi le système carcéral ne parvient-il pas à prévenir la radicalisation intra muros et à mettre les condamnés pour le terrorisme sur la voie du désen-



« Le prosélitisme : la drogue :

gagement ?

Pour répondre à ces questions, nous avons interrogé des intervenants de première ligne (sous le couvert de l'anonymat pour la plupart) sur ce qu'ils connaissent ou ont pu observer du phénomène d'embrigadement. Ils sont avocat, gardien (ou ex-gardien) ou encore visiteur bénévole et sont affectés aux prisons de Saint-Gilles, Lantin ou Marche-en-Famenne.

« Il n'y a pas de profil précis. Ou plutôt », amorce un ex-gardien, « le profil des radicalisés en prison est le même que ceux qui se trouvent à l'extérieur. C'est une radicalisation à la carte qui vise les personnes plus fragiles ou qui,

un peu comme les ados, se posent beaucoup de questions. »

« Ce sont des désespérés qui n'ont rien à perdre et qui sont un peu plus fragiles », confirme la visiteuse de prison Claire Capron qui, en 25 ans, a croisé des centaines de détenus. « Ils me disent souvent : on n'a rien à faire de nos journées à part "glander" dans nos cellules à deux ou trois ».

Le radicalisme pour tuer le temps

« On a changé de paradigme dans le mode de recrutement des djihadistes », analyse l'ex-gardien. Daesh, on a en effet pu le

L'ACTRICE

La cheffe de file des écologistes bruxellois s'est fait arrêter suite à une opération de désobéissance civile sur la base de Kleine-Brogel.

ZOÉ GENOT, DÉPUTÉE DE COMBAT

Dimanche matin, sur la base de Kleine-Brogel, huit activistes se sont fait arrêter suite à une action visant à dénoncer la présence d'ogives américaines sur le territoire belge, avant de se faire relâcher en début d'après-midi. Parmi eux, Zoé Genot, cheffe des Ecolo au parlement bruxellois. Une forte en gueule que près de 20 années dans les hémicycles n'auront pas réussi à endormir. Formée sur les bancs de la faculté de sciences économiques de l'ULB, elle y est également tombée dans la marmite du militantisme. « C'était l'époque où Laurette Onkelinx avait supprimé 3.000 professeurs dans le secondaire », se souvient-elle à propos de ses premières manifs. Ses premiers pas dans la vie professionnelle, d'abord au sein de l'ONG Le Monde selon les Femmes puis de la FGTB, seront tout aussi engagés. Après avoir rejoint la commission environnement d'Ecolo en tant que membre externe au parti, elle finira par y prendre sa carte en 1997. Désignée suppléante d'Olivier Deleuze en 1999, elle se retrouvera finalement propulsée à la Chambre quand ce dernier montera au gouvernement.

La suite n'en sera pas moins agitée, que du contraire. « En 2002, quand des militants se faisaient coffrer pour avoir vêtu le Manneken-Pis d'un costume zapatiste, c'était Zoé qu'on appelait », se remémore Karim Majoros, échevin Ecolo à Molenbeek, avec un brin de malice. « Elle continue à être la personne que l'on appelle quand il y a des interpellations arbitraires. On l'a vécue il y a quelques semaines encore, quand un sans-papiers a été arrêté sur le réseau de la Stib par la police de la zone Bruxelles-Ouest, alors qu'il avait un ti-

cket. » Lutte contre le Ceta, contre les sommets mondiaux, contre la chasse aux chômeurs : Zoé Genot, à 44 ans, aura fait feu de tout bois, sans hésiter à recourir à la désobéissance civile ni à passer, à plusieurs reprises, par la case « commissariat ». « Je me souviens qu'à l'époque d'Herman de Croo, j'étais obligée de prévenir le président du Parlement quand j'étais en détention. Ce dernier appelait alors la police en disant : "Gardez-la, elle ne voudrait pas avoir l'impression de bénéficier d'un traitement de faveur" », s'amuse-t-elle. Une fougue qui ne fait pas rire tout le monde.

Le fait d'avoir milité en 2010 pour un traitement digne en faveur d'Oussama Atar, Belge alors détenu dans une geôle irakienne, lui a notamment valu un procès pour angélisme. Après avoir été libéré sous l'impulsion de la Belgique, celui-ci est en effet apparu comme l'un des cerveaux des attentats de Paris. « Quand on regarde ce qu'il est devenu, c'est une catastrophe. Mais sur base des informations dont on disposait à l'époque, c'était normal de le faire », affirme aujourd'hui la députée. Passée au parlement bruxellois en 2014, l'écologiste n'en est pas moins parvenue à s'y faire une place en tant qu'interlocutrice crédible. « Ce que j'apprécie certainement, c'est qu'il s'agit de quelqu'un de parole, ce qui est fondamental », en dit notamment le député libéral Vincent De Wolf. « Mais je mettrais un bémol, en ajoutant qu'elle est très rivée sur ses idées. » Ce n'est pas un certain Emir Kir, son meilleur ennemi, qui dira le contraire : « Je pense qu'elle est foncièrement progressiste, mais ce qui la déforce, c'est que c'est quelqu'un d'assez radical. » Pas sûr que l'intéressée prenne l'attaque comme autre chose qu'un compliment. Ce qui est certain, par contre, c'est qu'au cours des cinq dernières années, le bourgmestre PS de Saint-Josse n'aura guère été épargné par l'élue écologiste, principale opposante au niveau local. Le renversement de la majorité socialiste devrait cependant être le dernier combat politique de celle qui sera candidate-bourgmestre en octobre prochain. En cas d'échec, celle-ci n'envisage pas de remettre le couvert aux régionales, mais plutôt de retourner à ses premières amours, dans l'associatif.

ARTHUR SENTÉ

La députée de 44 ans briguera le mayorat à Saint-Josse en octobre prochain.

© HATIM KAGHAT/LE SOIR.



solutions Gardiens mieux castés, mie

Siles acteurs de première ligne que nous avons interrogés pointent des failles dans le système carcéral, ils ont également des solutions à proposer contre le radicalisme.

1 Meilleure formation des gardiens Tous les témoins s'accordent à dire que le personnel des centres de détention devrait être mieux formé à la compréhension et à la détection du processus de radicalisation. Les membres de la direction désignés pour prendre en charge les problèmes de radicalisation reçoivent une formation d'une dizaine de jours. Celle des gardiens se limite à cinq. À l'unanimité : insuffisant ! Il faut aussi, dans chaque prison, des personnes capables de comprendre l'arabe et

formées à la religion islamique. Et donc un système de recrutement plus en adéquation avec la réalité carcérale.

2 Valorisation du statut de gardien Nos interlocuteurs proposent aussi d'enrichir la formation générale des gardiens sur le volet social de manière à ce qu'ils puissent jouer un rôle dans le processus de réinsertion des détenus. Nos témoins plaident pour un renforcement numérique mais aussi pour une meilleure sélection des gardiens dont le profil n'est parfois pas très éloigné de ceux qu'ils surveillent. La dégradation des conditions de travail génère, souligne à titre personnel le gardien d'Iltre, tensions et rivalités. Des situations conflictuelles accentuées par le manque

de soutien de la hiérarchie et qui poussent certains membres du personnel à préférer se taire (et obtenir ainsi du détenu la garantie qu'il restera tranquille) plutôt que de dénoncer.

3 Groupes de parole Il faut commencer à zéro et développer des outils de communication non violente, estime la visiteuse de prison. Comment ? En créant des groupes de parole pour aider les détenus à réfléchir au sens de la détention et leur donner de nouvelles perspectives. Mais aussi de pouvoir s'exprimer sur l'actualité et éviter le piège de l'extrémisme.

4 Mieux anticiper La question est de savoir si on veut améliorer les conditions de vie des dé-



« Le profil des radicalisés en prison est le même que ceux qui se trouvent à l'extérieur. C'est une radicalisation à la carte qui vise les personnes plus fragiles ou qui, un peu comme les ados, se posent beaucoup de questions », explique un gardien. © JOCK FISTICK/REPORTERS

RADICALISATION

450

prisonniers étaient considérés comme étant radicalisés, selon un recensement communiqué en janvier de cette année.

237

de ces détenus, condamnés ou internés, faisaient l'objet d'un suivi par la Sûreté de l'Etat et par la cellule extrémisme de la Direction des établissements pénitentiaires.

210

autres détenus sont identifiés par la Sûreté de l'Etat comme présentant des indices de radicalisation éventuelle mais pouvant faire l'objet d'un suivi plus flexible.

lytisme, c'est comme la première dose est gratuite »

constater ces derniers mois, ne mise plus vraiment sur des attaques complexes et organisées dont l'exécution nécessite des compétences techniques. De ce fait, l'organisation terroriste n'a plus vraiment besoin de cerveaux mais de personnalités « borderline », d'individus en situation de faiblesse (sociale, émotionnelle ou intellectuelle), en marge de la société et susceptibles d'adhérer rapidement à son idéologie polarisante teintée de religiosité.

« A ces individus moins forts, moins instruits pour certains, on va donc proposer d'exister mais aussi de meubler leur temps », reprend l'ancien surveillant. « Si vous laissez de l'espace, la délin-

quance va se développer dans cet espace, notamment par le recrutement de criminels ou d'extrémistes radicaux. On a un public qui est déjà quelque part préformé puisqu'extrême par rapport à la société. Y'a plus qu'à rajouter une couche... Cette islamisation de la violence leur permet d'exister ».

L'étiquette peut d'ailleurs s'avérer contre-productive. « J'ai eu l'occasion de croiser des détenus étiquetés radicalisés mais qui ne connaissent rien à l'islam. Tout comme j'ai vu des rapports mentionnant qu'un détenu était radicalisé parce qu'il avait un Coran ». En considérant erronément comme radicalisé un musulman qui ne fait que pratiquer sa religion avec ferveur, on le stigmatise et on facilite sa radicalisation. A contrario, en sous-estimant la volonté de certains détenus de magnifier sa violence en la teintant de religion, on passe à côté d'une autre réalité.

Tous foutus

« Un détenu m'a fait remarquer que dans la prison, tout le monde stigmatisait un détenu en le prenant pour un radicalisé alors que c'est quelqu'un qui dit juste bien ses prières », relate Claire Capron. Un autre lui a soufflé que la radicalisation, ils ne pouvaient en parler qu'entre détenus.

Un troisième enfin a exprimé auprès de sa confidente sa crainte pour ceux qui ont été condamnés pour des faits de droit commun et dont la date de sortie approche : « Après ce qui s'est passé à Liège, on est tous fou-

tus pour les congés ».

Cette crainte n'était pas infondée : jeudi dernier, le ministre de la Justice a annoncé qu'il gelaît les congés pénitentiaires jusqu'à la fin de l'évaluation du système.

« Selon moi, il y a urgence à mettre en place un groupe de parole, à rétablir le lien de confiance avec les détenus car ils craignent vraiment la stigmatisation ». Le processus d'embrigadement des détenus « faibles » est comparable à l'enrôlement de recrues dans le milieu mafieux ou du grand banditisme, nous apprennent nos témoins. « Le prosélytisme en prison c'est un peu comme la drogue, la première dose est gratuite », illustre l'ex-gardien.

Claire Capron fait également ce rapprochement : « Il y a beaucoup de très jeunes hommes en prison. Ils peuvent être approchés par des caïds comme par des gens qui ont une idéologie. Pour eux, le radicalisme permet d'obtenir un statut social particulier par rapport aux autres détenus ». L'approche peut se faire par le biais de la menace suivie d'une offre de protection ou de la séduction en proposant au détenu, musulman ou non, de venir prier avec eux. « Et quand on prie, on n'est plus un animal ! » Un détenu lui a un jour expliqué que le simple fait de faire partie d'un groupe lui avait donné « du courage », « de la force ». « Puis, ils m'ont donné le Coran et je suis devenu quelqu'un d'intéressant », lui avait-il confié. Au fil du temps qui s'écoule lentement en prison, le discours bienveillant est devenu plus autoritaire. « A ta sortie, on va te

prendre en charge et te donner une arme. »

« Des "petits Belges" convertis, j'en ai rencontrés une dizaine », explique cet agent pénitentiaire affecté à la prison d'Ittre et dont l'analyse va dans le même sens que la bénévoles. « Certains faisaient le ramadan sans vraiment savoir ce que c'était. En minorité, ils se retrouvent non plus confrontés à un chef mafieux mais à un ayatollah musulman formé pour embrigader les autres. Et quand les Caucasiens se désespèrent, ils leur offrent une bouée, une religion avec du sens, des principes, etc. ».

« Tout le monde est mélangé et on compte trois à quatre recruteurs par ailes », relaye un avocat qui a recueilli les révélations de détenus de Marche-en-Famenne, où Benjamin Herman purgeait sa peine. « La technique du recruteur, c'est d'organiser le racket des plus faibles et de leur faire comprendre que s'ils ne veulent pas avoir de problèmes, ils peuvent venir sous son aile ». Dans certains cas, on ferait également comprendre au détenu que s'il ne se convertit pas ou qu'il n'intègre pas le groupe, on pourrait s'en prendre à ses proches.

De l'autre côté du paravent

Pour l'agent pénitentiaire d'Ittre, la radicalisation des détenus s'explique en partie par le manque d'effectifs pour les surveiller. « On est censé être attentifs aux comportements des détenus et déceler les signes de radicalisation mais on est tellement

peu qu'on est toujours en train d'ouvrir des portes. »

La prison brabançonne est l'une des deux seules du pays à accueillir les détenus condamnés pour terrorisme considérés comme les plus dangereux ou les plus influents. L'aile « déradex » comporte vingt cellules mais ne compte que douze occupants. Trois ont été libérés il y a peu. Quatre agents se relaient pour assurer la surveillance, un autre gère le préau et un dernier les visites. « Mais dans la réalité, il arrive qu'ils ne soient que trois », souligne notre interlocuteur. Tous les occupants sont soumis à un régime de haute sécurité et sont en principe privés de tout contact avec les détenus des autres ailes.

En principe seulement car les prisonniers rivalisent d'ingéniosité pour communiquer en profitant des moments d'inattention de leurs surveillants. Alors qu'ils sont en permanence isolés, décrit le gardien d'Ittre, les « déradex » partagent la même salle de visite que les détenus des autres ailes. Leur espace de rencontre avec la famille et les amis est délimité par un simple paravent. Un gardien est affecté à leur surveillance exclusive tandis que deux autres doivent rester concentrés sur une salle de visite souvent bondée. Le règlement autorise la présence de trois adultes et un nombre indéfini d'enfants. « On arrive vite à 60 ou 70 visiteurs. Avec des enfants qui courent partout. Difficile pour les collègues d'avoir les yeux partout ». Or, le « déradex » peut, au cours de sa visite, se lever et quitter l'espace délimité,

par exemple pour aller chercher une boisson. Il peut alors échapper brièvement à la surveillance des gardiens et entrer en contact avec d'autres détenus, souvent en arabe. Ou bien se faire remettre des objets ou des informations. « On a déjà retrouvé des GSM dans les tuyaux des toilettes de la salle de visite et dans les cellules de certains déradex. »

Autre moyen de faire du prosélytisme quand on est seul au fond de sa cellule : crier à travers les fenêtres ouvertes. Ou tout simplement appuyer sur « play ». « Les détenus peuvent faire une demande de CD toutes les six semaines. On est censé contrôler leurs lectures et ce qu'ils écoutent, on a une liste de supports interdits mais elle est très courte. Pour le reste, comme personne ne parle arabe, on ne sait pas ce qu'ils écoutent. »

Une facilité de communication qui inquiète cet agent, d'autant souligne-t-il, que les terroristes bénéficient déjà d'un statut de super-criminels. « Ils sont très respectés par les autres qui s'inclinent devant eux. On en fait des vedettes. Au point que parfois, même leur famille, quand elle se présente pour la visite, revendique un statut particulier. »

« Le plus compliqué », confie encore celui qui ouvre les portes à longueur de journée, « c'est de deviner ce qui se passe dans la tête de ceux qui ne sont pas virulents, qui ne parlent pas ». Ni en français, ni en arabe. A personne ou presque, comme Benjamin Herman. « Et ils sont nombreux. » ■

LUDIVINE PONCIAU